



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire  
N° 141 – 3<sup>ème</sup> trimestre 2009

## Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<b>1. Synthèse</b>	<b>4</b>
<b>2. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>9</b>
<i>Les avoirs des ménages</i>	10
<i>Les avoirs des sociétés</i>	11
<b>3. L'endettement des agents économiques</b>	<b>13</b>
<b>3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit</b>	<b>13</b>
<i>L'endettement des ménages</i>	14
<i>L'endettement des entreprises</i>	14
<i>L'endettement des collectivités locales</i>	15
<b>3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux</b>	<b>16</b>
<b>4. Les engagements bancaires</b>	<b>17</b>
<b>4.1 Les engagements sectoriels</b>	<b>17</b>
<b>4.2 Les indicateurs de vulnérabilité</b>	<b>19</b>
<b>5. Rappel des taux</b>	<b>20</b>
<b>5.1 Taux réglementés</b>	<b>20</b>
<b>5.2 Principaux taux de marché</b>	<b>20</b>
<b>5.3 Taux de l'usure</b>	<b>20</b>
<b>6. Monnaie fiduciaire</b>	<b>21</b>
<b>6.1 Emission de billets euros</b>	<b>21</b>
<b>6.2 Emission de pièces euros</b>	<b>21</b>

### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor Public sont assimilés à des établissements locaux.

### 2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, LDD et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuille-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia Crédit Local, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

### 4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

## 1. Evolution monétaire et financière internationale

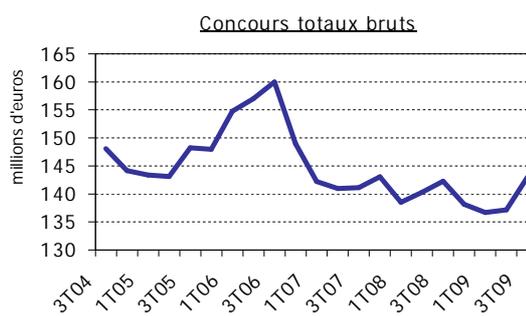
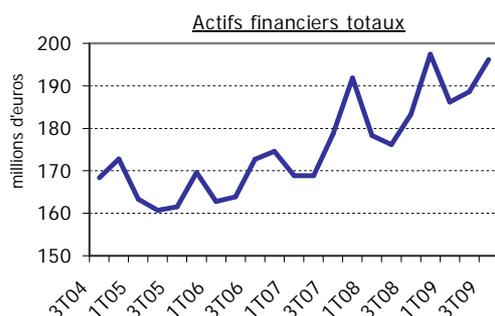
La période de forte contraction de l'activité semble toucher à sa fin au troisième trimestre 2009 et les prévisions de croissance des grandes économies mondiales indiquent que la reprise s'affermirait. Après cinq trimestres consécutifs de baisse du produit intérieur brut, la zone euro enregistre une hausse de 0,4 % de son PIB par rapport au trimestre précédent et le PIB américain en volume a augmenté de 2,8 % en termes annualisés. La fin du processus de déstockage des entreprises relance la production, et le commerce mondial, tiré par certains pays émergents, renoue avec la croissance. Les anticipations en matière d'inflation à moyen et long termes indiquent un retour à la hausse des prix mais à des rythmes contenus, respectant l'objectif cible de la BCE « sous mais proche de 2% ». Néanmoins, la volatilité des statistiques souligne la vulnérabilité de la reprise économique. Les taux de chômage des grandes économies demeurent à des niveaux élevés et il subsiste un risque que la reprise s'essouffle quand les effets des politiques de relance, ponctuelles, s'estomperont.

En termes de politique monétaire, les banques centrales ont laissé inchangés leurs principaux taux directeurs à des niveaux particulièrement bas, entre 0 et 0,25 % pour la Réserve fédérale américaine, 1 % pour la Banque centrale européenne et 0,1 % pour la Banque centrale du Japon. Afin d'appuyer les besoins de liquidité du système bancaire, la Banque centrale européenne a lancé le 30 septembre 2009 une seconde opération de refinancement à un an (sur les trois prévues pour l'année 2009), au taux de 1 %. Signe que le marché interbancaire a retrouvé une certaine autonomie par rapport à la Banque centrale européenne, la demande des banques, qui avait atteint 442 milliards d'euros lors de la première opération en juin dernier, a fortement baissé dans le cadre de cette seconde intervention, le montant alloué en septembre s'établissant à 75 milliards d'euros. La plupart des grands établissements bancaires européens a enregistré d'importants bénéfices au troisième trimestre grâce à la bonne tenue de leurs activités de banque de détail et au dynamisme de leurs activités de banque de financement et d'investissement avec la forte reprise des marchés financiers. Les banques françaises ont presque toutes initié le remboursement des prêts, de 19,8 milliards d'euros, consentis par l'Etat français par l'intermédiaire de la Société de prise de participation de l'Etat en décembre 2008.

Du point de vue des marchés, les signaux de reprise se sont traduits par un rebond des grandes places boursières et des cours mondiaux des matières premières. La faiblesse du dollar (dont la valeur n'a cessé de se déprécier sur le troisième trimestre 2009, le cours euro/USD passant de 1,41 à 1,46) est pour partie à l'origine de la hausse des prix des matières premières et en particulier des cours du pétrole et de l'or, par un mécanisme de "carry trade" (les agents s'endettent massivement en dollar pour acquérir des matières premières, contribuant à exercer une pression à la hausse sur leur cours). Le prix du baril de pétrole a ainsi enregistré une augmentation notable : descendu à 60 USD en juillet, il s'établissait entre 70 et 75 USD courant octobre, avant d'atteindre près de 80 USD début novembre. Le cours de l'or a également suivi cette tendance haussière, dépassant 1 100 USD l'once en novembre.

## 2. Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

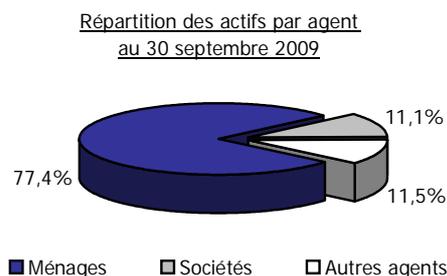
Les actifs financiers continuent de progresser (+ 7,1 % sur un an). L'ensemble des crédits à l'économie affiche une évolution positive pour la première fois depuis le début de l'année (+ 0,5 % pour l'encours brut, + 2,3 % pour l'encours sain). Cette évolution est principalement imputable à la progression des crédits aux ménages. L'amélioration du taux de créances douteuses se confirme (- 1,6 point).



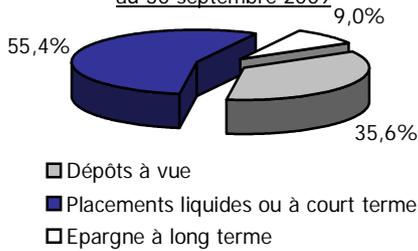
### 2.1. Progression des actifs financiers de la place

L'ensemble des **actifs financiers** détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon a progressé de 7,1 % sur un an pour s'établir à 196,193 millions d'euros à fin septembre 2009.

Les ménages détiennent une part prépondérante de ces actifs (77,4 %), contre 11,1 % pour les sociétés et 11,5 % pour les autres agents.



Répartition des actifs financiers par nature  
au 30 septembre 2009



Les actifs sont principalement constitués de placements liquides ou à court terme (55,4 %). Les dépôts à vue représentent 35,6 % des actifs, et l'épargne à long terme 9,0 %.

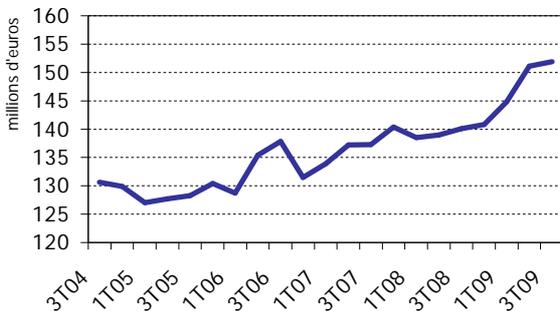
a) Les actifs financiers des ménages

Les actifs des **ménages** (151,913 millions d'euros) enregistrent une hausse de 8,4 % sur un an (soit + 11,831 millions d'euros). Cette progression est imputable à l'augmentation de 33,9 % sur un an des *dépôts à vue* (+ 9,142 millions d'euros).

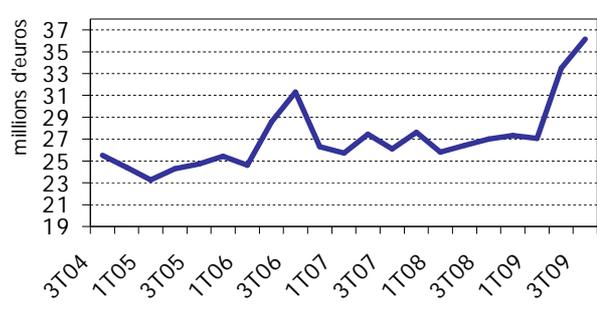
Les *placements liquides ou à court terme* (98,139 millions d'euros) stagnent (+ 0,9 % après + 5,9 % et + 7,3 % aux premier et deuxième trimestres). Cette stagnation résulte d'évolutions contrastées : les comptes d'épargne à régime spécial augmentent de 10,491 millions d'euros tandis que les placements indexés sur les taux de marché régressent de 9,650 millions d'euros. Ces derniers subissent la baisse prononcée des taux d'intérêts à court terme depuis le début de l'année.

Après des baisses consécutives sur trois trimestres, *l'épargne à long terme* (17,630 millions d'euros) progresse de 11,7 % (+ 1,848 millions d'euros) : les OPCVM non monétaires (5,101 millions d'euros) augmentent de 14,9 %, les plans d'épargne logement (2,180 millions d'euros) et les contrats d'assurance vie (10,349 millions d'euros) enregistrent des hausses respectives de 5,0 % et de 11,7 %.

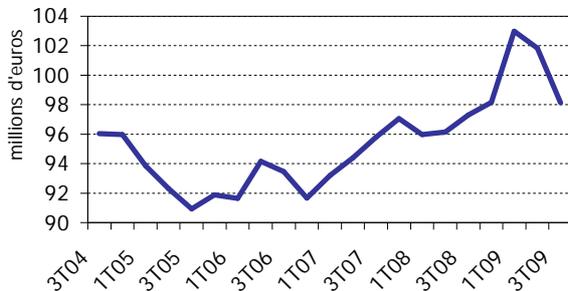
Actifs totaux des ménages



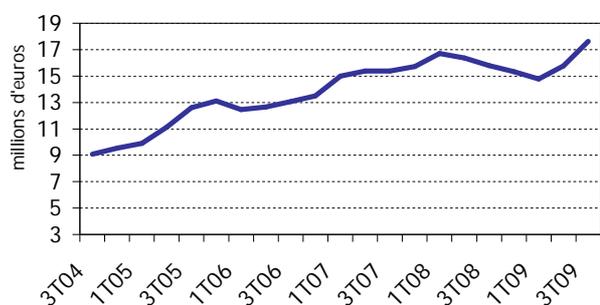
Dépôts à vue des ménages



Placements liquides ou à CT des ménages



Epargne à long terme des ménages

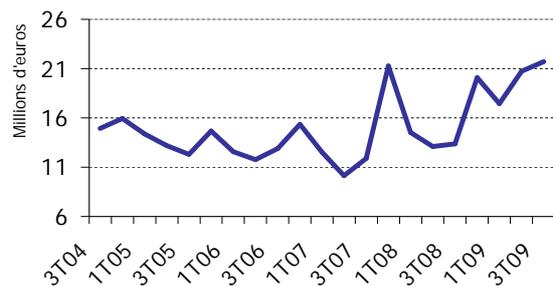


b) Les actifs financiers des entreprises

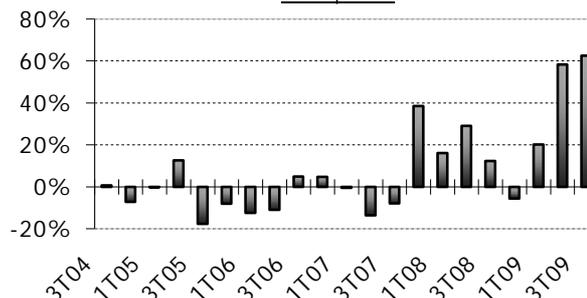
A fin septembre 2009, les actifs des **entreprises** s'élèvent à 21,698 millions d'euros, en hausse de 62,5 % sur un an (+ 8,345 millions d'euros). Ils représentent 11,1% de l'épargne totale des agents de la place.

Les actifs de toutes les catégories progressent : les *dépôts à vue* affichent une hausse de 6,197 millions d'euros sur un an, les *placements liquides ou à court terme* augmentent de 2,148 millions d'euros.

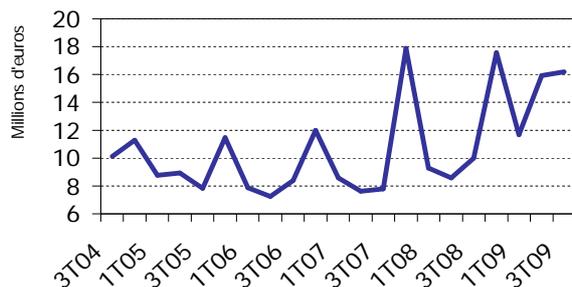
Evolution des actifs des entreprises



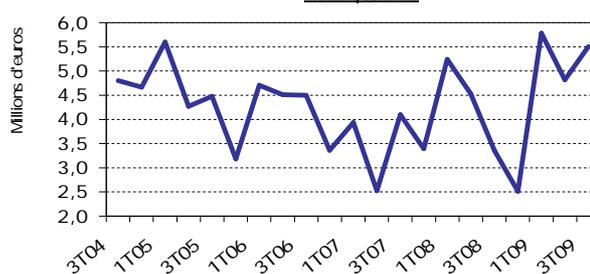
Variation en glissement annuel des actifs des entreprises



Evolution des dépôts à vue des entreprises



Evolution des placements liquides des entreprises



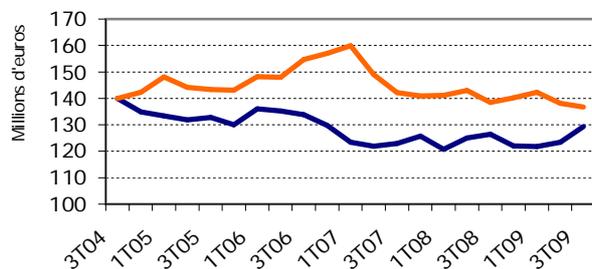
### c) Les actifs financiers des autres agents

Les actifs des **autres agents** (22,582 millions d'euros) poursuivent leur repli (- 24,3 % sur un an soit - 7,247 millions d'euros). Ce recul reflète tant l'évolution des *dépôts à vue* (- 1,946 millions d'euros) que celle des *placements liquides ou à court terme* (- 5,301 millions d'euros). Les *comptes à terme*, particulièrement affectés par la baisse des taux, se sont repliés de 5,355 millions d'euros sur un an.

## 2.2. Légère reprise des financements bancaires octroyés par les établissements de crédit

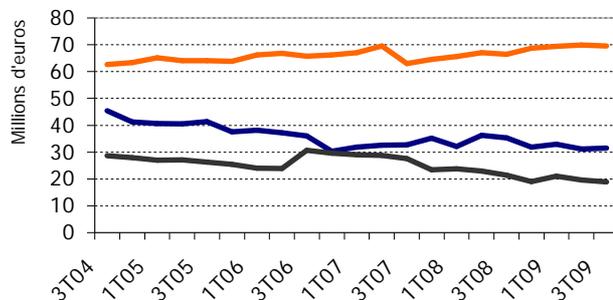
Après trois trimestres consécutifs de baisse, l'**encours brut total** des crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit a légèrement progressé par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2008 (+ 0,5 %), pour s'établir à 142,994 millions d'euros à fin septembre 2009. Les créances douteuses brutes fléchissent de 13,6 %, portant le taux de créances douteuses à 9,6 % à la fin du trimestre (soit - 1,6 point sur un an). La tendance baissière de l'**encours sain total** observée depuis le début de l'année s'inverse au 3<sup>ème</sup> trimestre, celui-ci progressant de 2,3 % (en glissement annuel).

Evolution des encours totaux



— TOTAL encours sain — TOTAL encours brut

Evolution des encours sains par agent

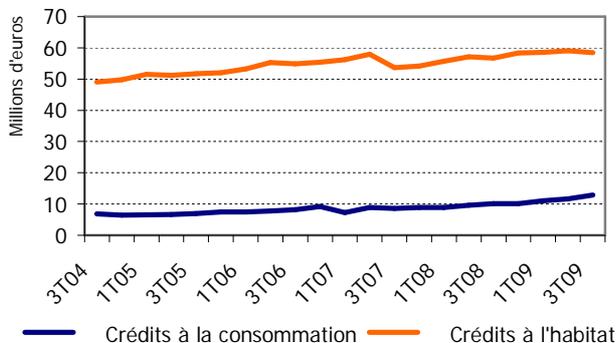


— Entreprises — Ménages — Collectivités locales

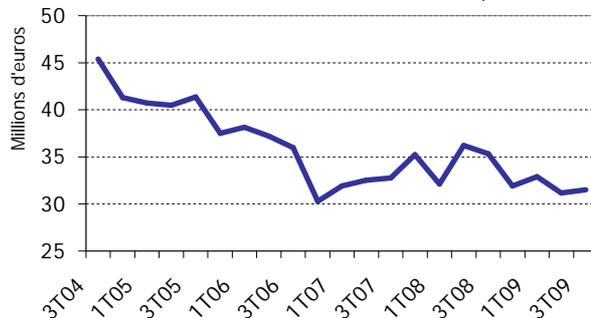
L'**encours sain des ménages**, qui s'élève à 73,520 millions d'euros à fin septembre, a progressé de manière régulière depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008, affichant à fin septembre un taux de croissance de 5,9 % sur un an (+ 4,090 millions d'euros). Cette évolution repose, d'une part, sur celle des crédits à la consommation (+ 2,738 millions d'euros) et d'autre part, sur celle des crédits à l'habitat (+ 2,092 millions d'euros). Les crédits à l'habitat (60,652 millions d'euros) représentent 82,5 % de l'encours sain des ménages.

L'**encours sain des entreprises** régresse de 10,9 % sur un an (soit - 3,838 millions d'euros), l'encours relatif aux établissements de crédit de la zone - qui financent ces entreprises à hauteur de 90,3 % - diminuant de 11,1 %. L'année 2008 avait été très consommatrice de crédits dans le cadre du financement du chantier de l'hôpital, entraînant mécaniquement une diminution des crédits l'année suivante.

Evolution des encours des ménages



Evolution des encours des entreprises

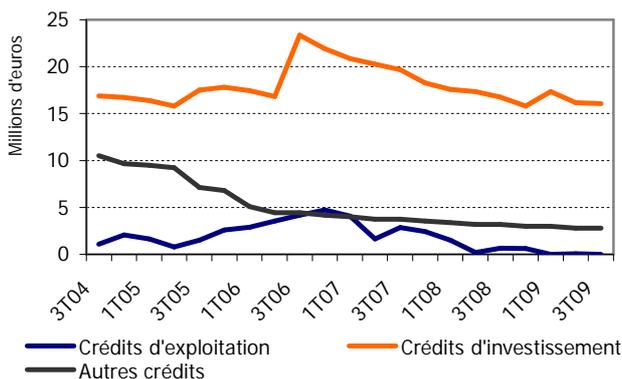


Enfin, l'**encours sain des collectivités locales** (20,102 millions d'euros) est en repli de 4,3 % sur un an (soit - 0,896 million d'euros).

Il représente 15,5 % de l'ensemble des crédits octroyés et est constitué à 86,9 % de crédits d'investissement.

Les crédits d'investissement, qui s'élèvent à 17,488 millions d'euros à fin septembre, demeurent stables (+ 0,9 % sur un an).

Evolution des crédits aux collectivités locales

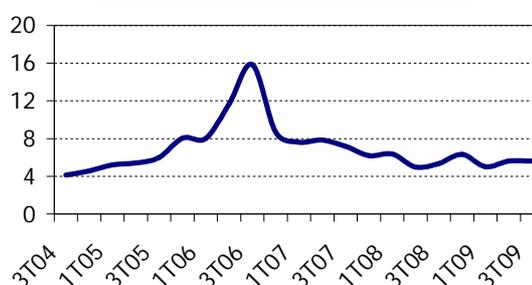


### 2.3. Evolution du risque de crédit au troisième trimestre 2009

Les créances douteuses brutes ont diminué de 2,158 millions d'euros en un an. Le taux de créances douteuses brutes continue de baisser. A 9,6 %, il se situe désormais en dessous du seuil de 10 %, niveau qu'il n'avait pas atteint depuis le deuxième trimestre 2005.

Pour le deuxième trimestre consécutif, le taux de provisionnement est inférieur à 60 %.

Evolution des créances douteuses nettes



### 3. Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les concours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France, soit 25 000 euros.

Au 30 septembre 2009, l'encours des crédits aux entreprises et aux administrations recensé par le Service Central des Risques de la Banque de France s'élevait à 56,708 millions d'euros.

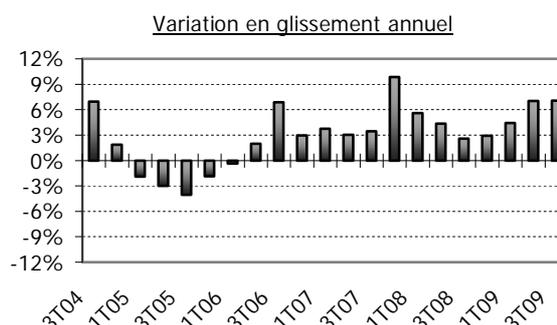
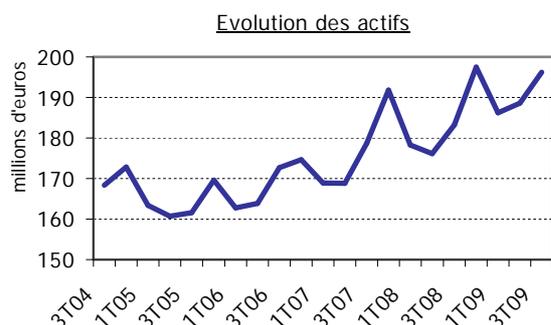
Les crédits à moyen et long terme, représentant 65,5 % de l'ensemble des risques recensés, demeurent prépondérants. Les financements à court terme en représentent 20,1 %.

Le secteur « Administrations et Collectivités locales » concentre 25,7 % de l'encours total (14,574 millions d'euros). La part de ce secteur est traditionnellement la plus élevée. Elle est suivie des secteurs « Immobiliers, locations et services aux entreprises » (14,8 %) et « Commerce » (14,6 %).

2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

Actifs par agent	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 an	1 trim
<b>Sociétés</b>	11,886	21,267	14,531	13,103	13,353	20,071	17,460	20,746	21,698	62,5%	4,6%
<b>Dépôts à vue</b>	7,788	17,873	9,290	8,571	9,999	17,560	11,676	15,928	16,196	62,0%	1,7%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	4,098	3,394	5,241	4,532	3,354	2,511	5,784	4,818	5,502	64,0%	14,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,007	0,007	0,007	0,007	0,007	0,000	0,000				
Placements indexés sur les taux du marché	4,091	3,387	5,234	4,525	3,347	2,511	5,784	4,818	5,502	64,4%	14,2%
<i>dont comptes à terme</i>	4,091	3,387	5,234	4,525	3,347	2,511	5,784	4,818	5,502	64,4%	14,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>											
<i>dont certificats de dépôts</i>											
<b>Epargne à long terme</b>											
<i>dont OPCVM non monétaires</i>											
<b>Ménages</b>	137,285	140,384	138,492	138,949	140,082	140,827	144,822	151,104	151,913	8,4%	0,5%
<b>Dépôts à vue</b>	26,095	27,617	25,811	26,419	27,002	27,342	27,069	33,490	36,144	33,9%	7,9%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	95,799	97,044	95,968	96,152	97,298	98,162	102,985	101,839	98,139	0,9%	-3,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	32,407	33,443	33,264	32,958	33,288	35,600	36,433	38,967	43,779	31,5%	12,3%
<i>Livrets ordinaires</i>	26,993	27,675	27,331	26,958	27,089	29,046	29,878	32,675	37,524	38,5%	14,8%
<i>Livrets A et bleu</i>	4,934	5,281	5,390	5,435	5,588	5,933	5,933	5,825	5,784	3,5%	-0,7%
<i>Livrets jeunes</i>	0,439	0,446	0,497	0,503	0,548	0,576	0,581	0,429	0,432	-21,2%	0,7%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>		0,000									
<i>CODEVI</i>		0,000									
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0,041	0,041	0,046	0,062	0,063	0,045	0,041	0,038	0,039	-38,1%	2,6%
Placements indexés sur les taux du marché	63,392	63,601	62,704	63,194	64,010	62,562	66,552	62,872	54,360	-15,1%	-13,5%
<i>dont comptes à terme</i>	60,874	61,362	60,583	61,196	62,020	60,599	64,589	61,029	52,743	-15,0%	-13,6%
<i>dont bons de caisse</i>	2,518	2,239	2,121	1,998	1,990	1,963	1,963	1,843	1,617	-18,7%	-12,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>							0,000				
<b>Epargne à long terme</b>	15,391	15,723	16,713	16,378	15,782	15,323	14,768	15,775	17,630	11,7%	11,8%
<i>Plans d'épargne logement</i>	2,160	2,080	2,039	2,073	2,077	2,164	2,016	2,182	2,180	5,0%	-0,1%
<i>Plans d'épargne populaire</i>		0,000									
<i>Autres comptes d'épargne</i>		0,000									
<i>Portefeuille-titres</i>											
<i>OPCVM non monétaires</i>	5,126	5,479	5,591	4,918	4,441	3,840	3,433	4,114	5,101	14,9%	24,0%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	8,105	8,164	9,083	9,387	9,264	9,319	9,319	9,479	10,349	11,7%	9,2%
<b>Autres agents</b>	29,468	30,190	25,272	24,120	29,829	36,558	23,935	16,725	22,582	-24,3%	35,0%
<b>Dépôts à vue</b>	19,662	20,603	16,646	13,556	19,404	26,482	16,655	11,385	17,458	-10,0%	53,3%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	9,806	9,587	8,626	10,564	10,425	10,076	7,280	5,340	5,124	-50,8%	-4,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,576	3,561	3,408	3,839	3,642	4,126	4,099	3,836	3,696	1,5%	-3,6%
Placements indexés sur les taux du marché	6,230	6,026	5,218	6,725	6,783	5,950	3,181	1,504	1,428	-78,9%	-5,1%
<i>dont comptes à terme</i>	6,230	6,026	5,218	6,725	6,783	5,950	3,181	1,504	1,428	-78,9%	-5,1%
<b>Epargne à long terme</b>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
<b>TOTAL</b>	178,639	191,841	178,295	176,172	183,264	197,456	186,217	188,575	196,193	7,1%	4,0%
<b>Dépôts à vue</b>	53,545	66,093	51,747	48,546	56,405	71,384	55,400	60,803	69,798	23,7%	14,8%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	109,703	110,025	109,835	111,248	111,077	110,749	116,049	111,997	108,765	-2,1%	-2,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	35,990	37,011	36,679	36,804	36,937	39,726	40,532	42,803	47,475	28,5%	10,9%
Placements indexés sur les taux du marché	73,713	73,014	73,156	74,444	74,140	71,023	75,517	69,194	61,290	-17,3%	-11,4%
<b>Epargne à long terme</b>	15,391	15,723	16,713	16,378	15,782	15,323	14,768	15,775	17,630	11,7%	11,8%

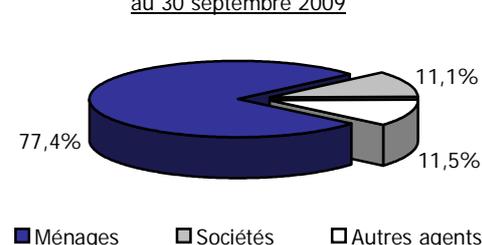
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par nature au 30 septembre 2009

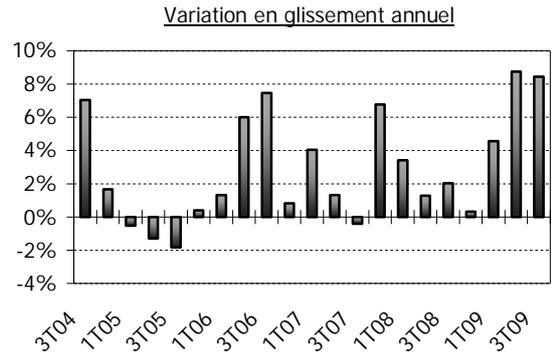
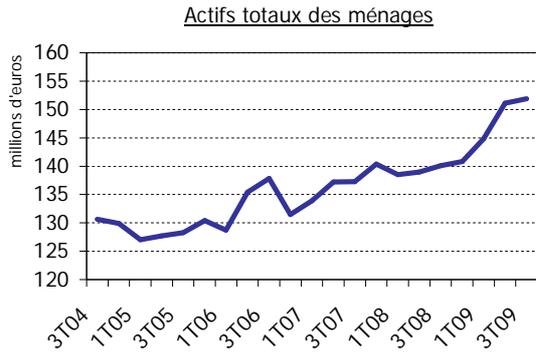


Répartition des actifs par agent au 30 septembre 2009

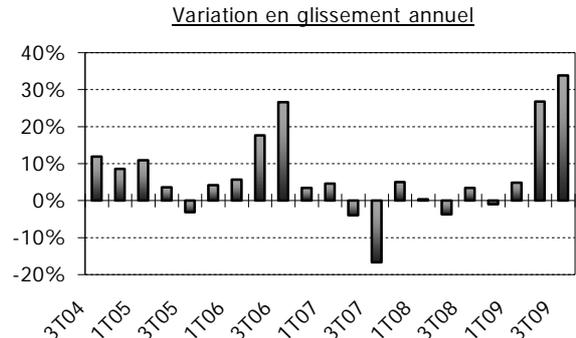


Les avoirs des ménages

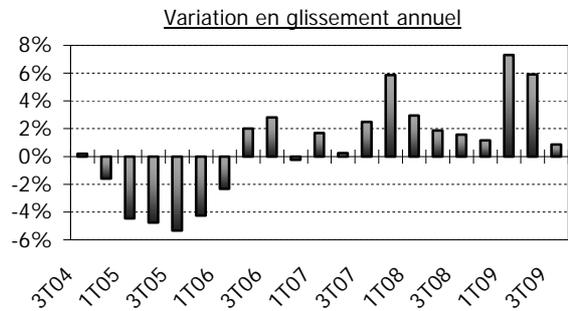
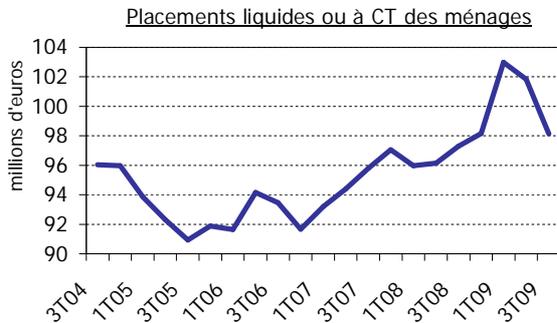
Total des actifs financiers



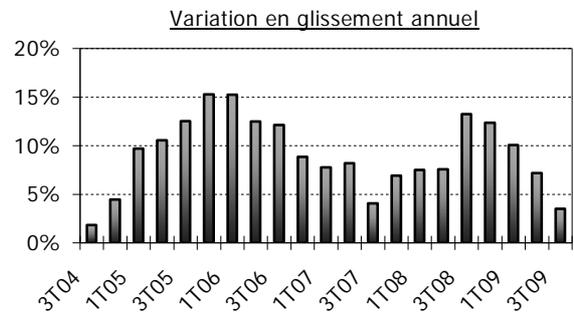
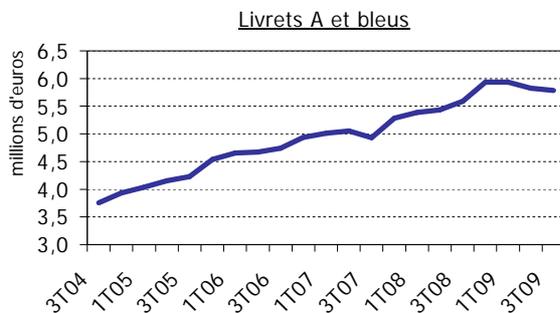
Dépôts à vue



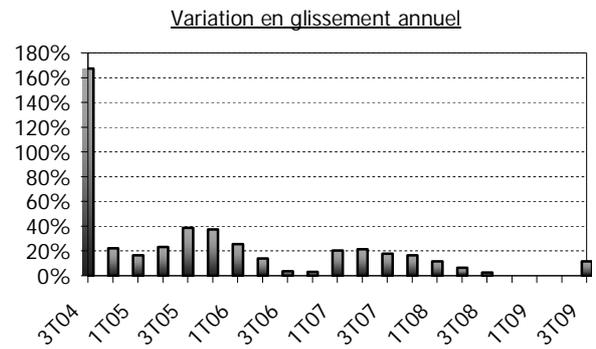
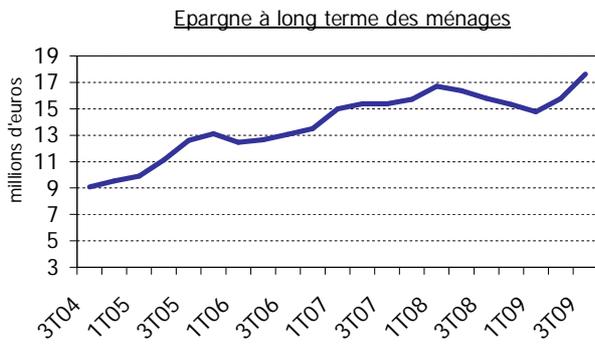
Placements liquides ou à court terme



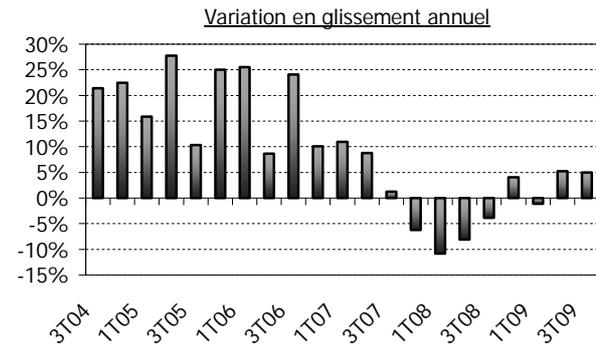
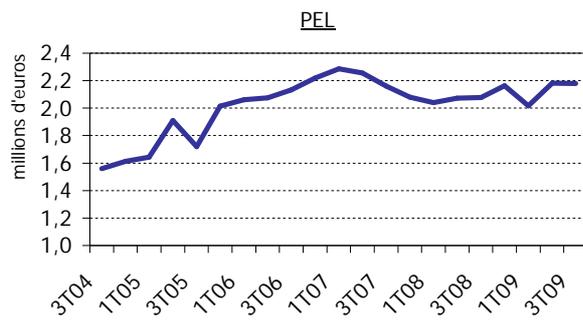
Livrets A et bleu



Epargne à long terme

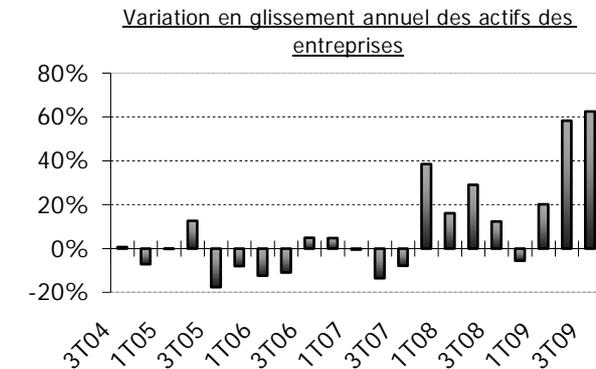
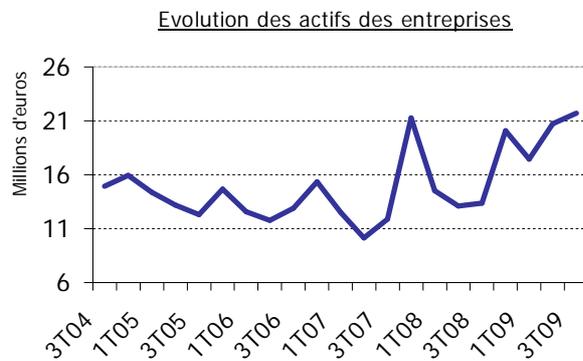


Plans d'épargne logement

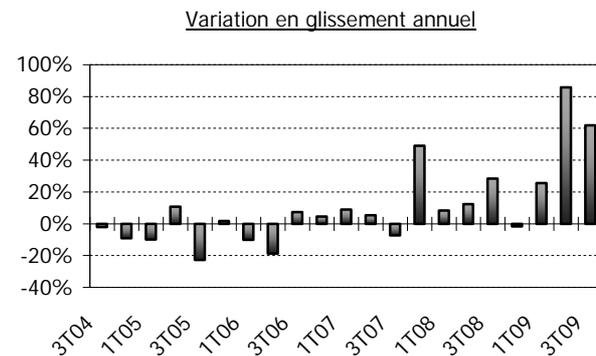
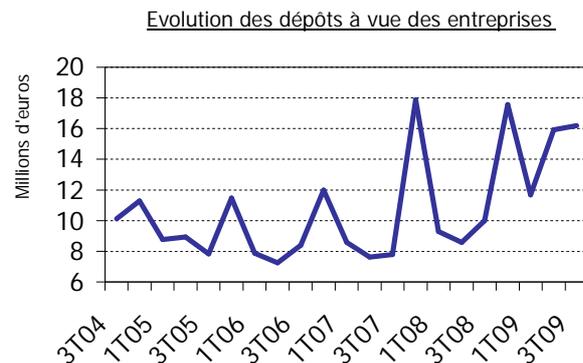


Les avoirs des entreprises

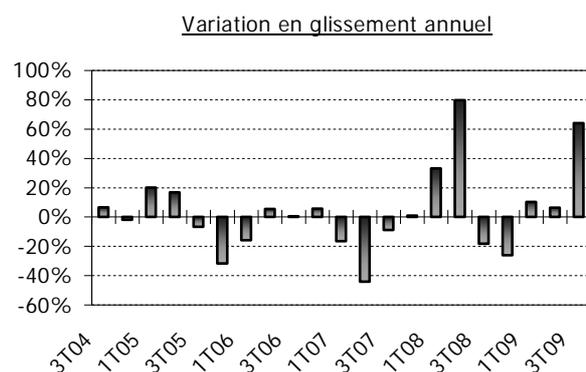
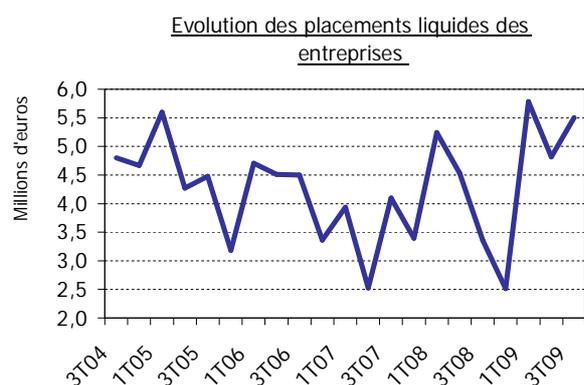
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



Placements liquides ou à court terme



Les actifs par nature

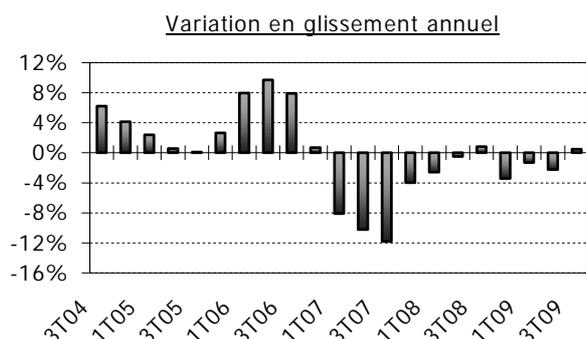
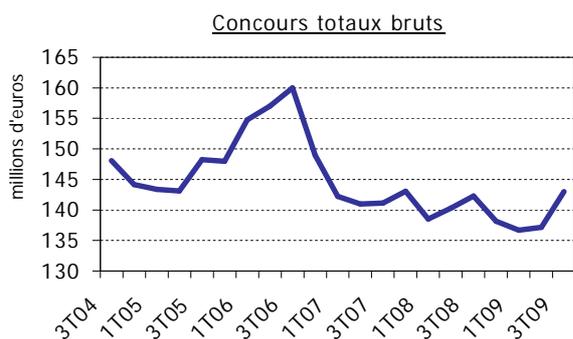
Actifs par nature	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 an	1 trim
<b>Dépôts à vue</b>	53,545	66,093	51,747	48,546	56,405	71,384	55,400	60,803	69,798	23,7%	14,8%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	109,703	110,025	109,835	111,248	111,077	110,749	116,049	111,997	108,765	-2,1%	-2,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	35,990	37,011	36,679	36,804	36,937	39,726	40,532	42,803	47,475	28,5%	10,9%
Livrets ordinaires	27,449	28,146	27,331	26,958	27,089	29,046	29,878	32,675	35,524	31,1%	8,7%
Livrets A et bleu	5,000	5,346	5,390	5,435	5,588	5,933	5,933	5,825	5,784	3,5%	-0,7%
Livrets jeunes	0,439	0,446	0,497	0,503	0,548	0,576	0,581	0,429	0,432	-21,2%	0,7%
Livrets d'épargne populaire CODEVI		0,000									
Comptes d'épargne logement	0,041	0,041	0,046	0,062	0,063	0,045	0,041	0,038	0,039	-38,1%	2,6%
Placements indexés sur les taux du marché	73,713	73,014	73,156	74,444	74,140	71,023	75,517	69,194	61,290	-17,3%	-11,4%
Dépôts à terme	71,195	70,775	71,035	72,446	72,150	69,060	73,554	67,351	59,673	-17,3%	-11,4%
Bons de caisse	2,518	2,239	2,121	1,998	1,990	1,963	1,963	1,843	1,617	-18,7%	-12,3%
Titres de créances négociables OPCVM monétaires											
<b>Epargne à long terme</b>	15,391	15,723	16,713	16,378	15,782	15,323	14,768	15,775	17,630	11,7%	11,8%
Plans d'épargne logement	2,160	2,080	2,039	2,073	2,077	2,164	2,016	2,182	2,180	5,0%	-0,1%
Plans d'épargne populaire		0,000									
Autres comptes d'épargne		0,000									
Actions											
Obligations											
OPCVM non monétaires	5,126	5,479	5,591	4,918	4,441	3,840	3,433	4,114	5,101	14,9%	24,0%
Contrats d'assurance-vie	8,105	8,164	9,083	9,387	9,264	9,319	9,319	9,479	10,349	11,7%	9,2%
<b>TOTAL</b>	<b>178,639</b>	<b>191,841</b>	<b>178,295</b>	<b>176,172</b>	<b>183,264</b>	<b>197,456</b>	<b>186,217</b>	<b>188,575</b>	<b>196,193</b>	<b>7,1%</b>	<b>4,0%</b>

3. L'endettement des agents économiques

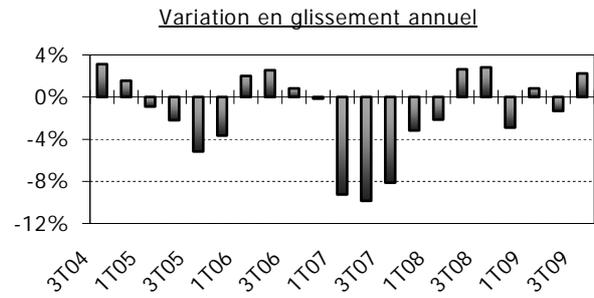
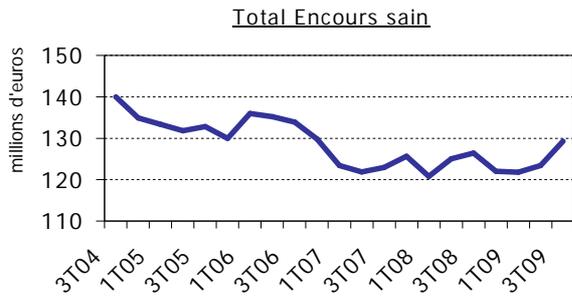
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

Montants en millions d'euros										Variations	
	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>	<b>32,747</b>	<b>35,216</b>	<b>32,130</b>	<b>36,217</b>	<b>35,343</b>	<b>31,901</b>	<b>32,906</b>	<b>31,157</b>	<b>31,505</b>	<b>-10,9%</b>	<b>1,1%</b>
Crédits d'exploitation	17,679	19,159	15,786	19,788	18,736	16,135	7,855	7,332	8,640	-53,9%	17,8%
Créances commerciales	2,335	4,364	0,359	2,470	3,059	3,271	0,029	0,026	0,006	-99,8%	-76,9%
Crédits de trésorerie	9,663	9,699	9,495	10,152	9,635	9,371	4,475	2,724	4,673	-51,5%	71,5%
dont entrepreneurs individuels	0,922	0,713	0,635	0,657	0,534	0,511	0,034	0,076	0,038	-92,9%	-50,0%
Comptes ordinaires débiteurs	5,681	5,096	5,932	7,166	6,042	3,493	3,351	4,582	3,961	-34,4%	-13,6%
Affacturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	14,636	15,640	15,942	16,043	16,237	15,412	25,051	23,825	22,865	40,8%	-4,0%
Crédits à l'équipement	14,636	15,640	15,942	16,043	16,237	15,412	25,051	23,825	22,865	40,8%	-4,0%
dont entrepreneurs individuels	1,576	1,805	1,625	1,815	0,865	1,642	2,038	1,753	1,673	93,4%	-4,6%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	0,432	0,417	0,402	0,386	0,370	0,354	0,000	0,000	0,000		
<b>Ménages</b>	<b>65,567</b>	<b>67,008</b>	<b>66,508</b>	<b>68,679</b>	<b>69,430</b>	<b>69,875</b>	<b>69,556</b>	<b>71,086</b>	<b>73,520</b>	<b>5,9%</b>	<b>3,4%</b>
Crédits à la consommation	8,585	8,883	8,922	9,582	10,130	10,096	11,060	11,689	12,868	27,0%	10,1%
Crédits de trésorerie	7,959	8,329	8,341	8,965	9,598	9,607	10,053	10,472	11,150	16,2%	6,5%
Comptes ordinaires débiteurs	0,558	0,487	0,516	0,553	0,469	0,427	0,946	1,156	1,659	253,7%	43,5%
Crédit-bail	0,068	0,067	0,065	0,064	0,063	0,062	0,061	0,061	0,059	-6,3%	-3,3%
Crédits à l'habitat	55,738	57,083	56,718	58,334	58,560	59,111	58,496	59,397	60,652	3,6%	2,1%
Autres crédits	1,244	1,042	0,868	0,763	0,740	0,668	0,000	0,000	0,000	-100,0%	
<b>Collectivités locales</b>	<b>23,814</b>	<b>22,960</b>	<b>21,446</b>	<b>18,994</b>	<b>20,998</b>	<b>19,561</b>	<b>18,859</b>	<b>17,868</b>	<b>20,102</b>	<b>-4,3%</b>	<b>12,5%</b>
Crédits d'exploitation	2,849	2,419	1,525	0,206	0,672	0,612	0,002	0,055	0,002	-99,7%	-96,4%
Crédits de trésorerie	1,541	1,411	0,720	0,006	0,620	0,612	0,002	0,002	0,001	-99,8%	-50,0%
Comptes ordinaires débiteurs	1,308	1,008	0,805	0,200	0,052	0,000	0,000	0,053	0,001	-98,1%	-98,1%
Crédits d'investissement	17,591	17,358	16,738	15,795	17,333	16,147	16,055	15,192	17,488	0,9%	15,1%
Crédits à l'équipement	17,591	17,358	16,738	15,795	17,333	16,147	16,055	15,192	17,488	0,9%	15,1%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	3,374	3,183	3,183	2,993	2,993	2,802	2,802	2,621	2,612	-12,7%	-0,3%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>0,848</b>	<b>0,493</b>	<b>0,763</b>	<b>1,170</b>	<b>0,670</b>	<b>0,687</b>	<b>0,472</b>	<b>3,284</b>	<b>4,171</b>	<b>522,5%</b>	<b>27,0%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>122,976</b>	<b>125,677</b>	<b>120,781</b>	<b>125,060</b>	<b>126,441</b>	<b>122,024</b>	<b>121,793</b>	<b>123,395</b>	<b>129,298</b>	<b>2,3%</b>	<b>4,8%</b>
Créances douteuses brutes	18,125	17,361	17,747	15,207	15,854	16,124	14,916	13,738	13,696	-13,6%	-0,3%
Créances douteuses nettes	7,173	6,192	6,352	4,963	5,352	6,337	5,013	5,627	5,629	5,2%	0,0%
dont entreprises	6,448	5,384	5,414	3,237	3,870	5,664	4,492	4,766	4,258	10,0%	-10,7%
dont ménages	0,720	0,804	0,938	1,664	1,482	0,672	0,519	0,859	1,369	-7,6%	59,4%
Provisions	10,952	11,169	11,395	10,244	10,502	9,787	9,903	8,111	8,067	-23,2%	-0,5%
<b>Total encours brut</b>	<b>141,101</b>	<b>143,038</b>	<b>138,528</b>	<b>140,267</b>	<b>142,295</b>	<b>138,148</b>	<b>136,709</b>	<b>137,133</b>	<b>142,994</b>	<b>0,5%</b>	<b>4,3%</b>
Taux de créances douteuses	12,8%	12,1%	12,8%	10,8%	11,1%	11,7%	10,9%	10,0%	9,6%	-1,6	-0,4
Taux de provisionnement	60,4%	64,3%	64,2%	67,4%	66,2%	60,7%	66,4%	59,0%	58,9%	-7,3	-0,1

Encours de crédits bruts

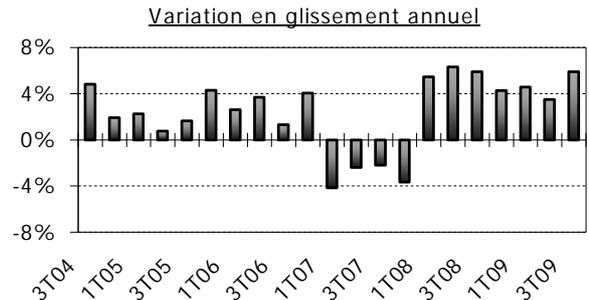
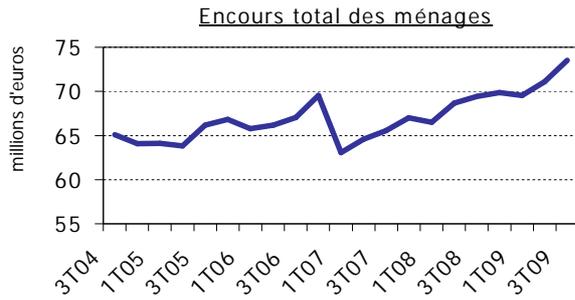


Encours de crédits sains

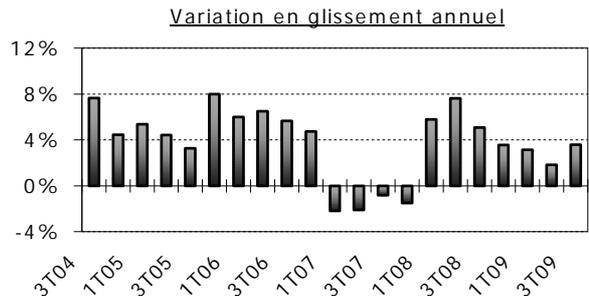
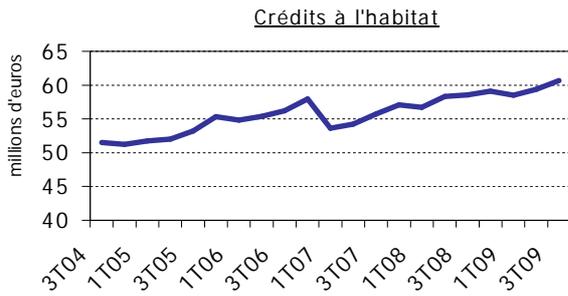


L'endettement des ménages

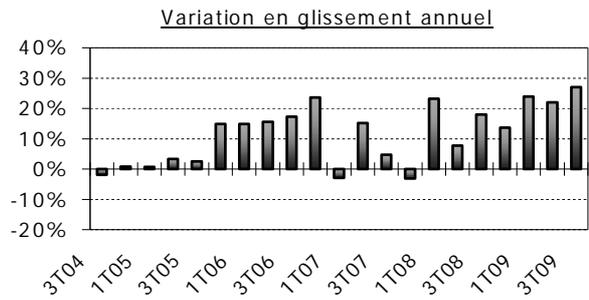
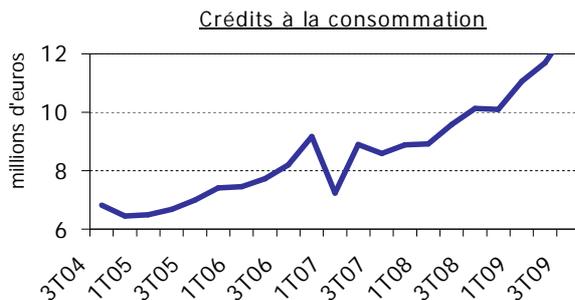
Encours de crédits sains



Crédits à l'habitat

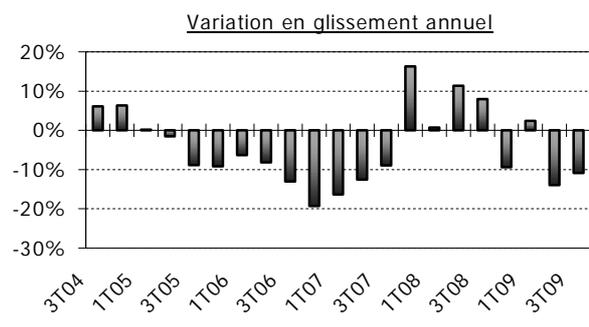
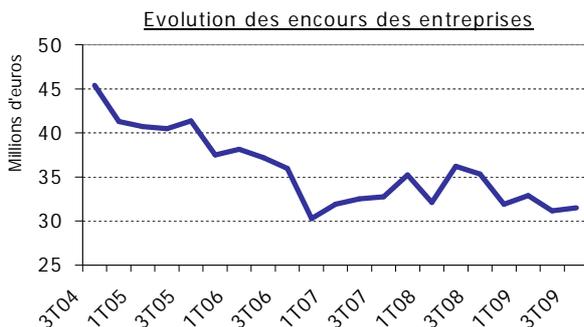


Crédits à la consommation

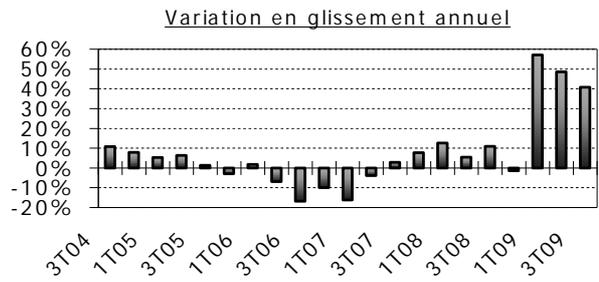
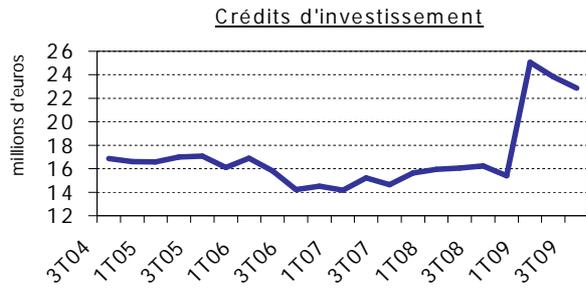


L'endettement des entreprises

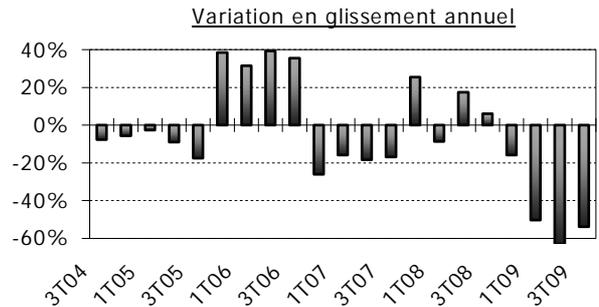
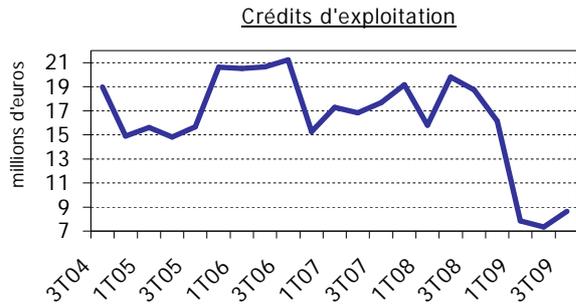
Encours de crédits sains



Crédits d'investissement

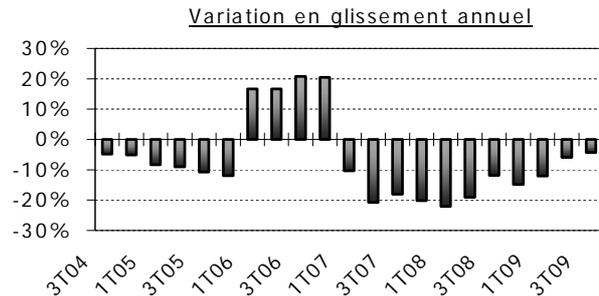
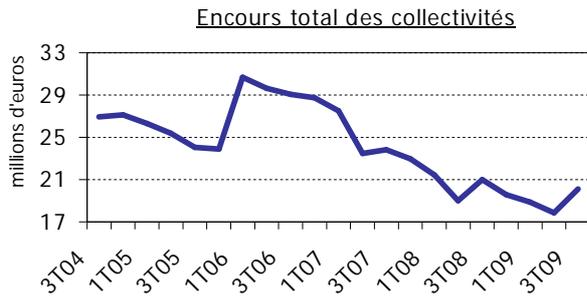


Crédits d'exploitation

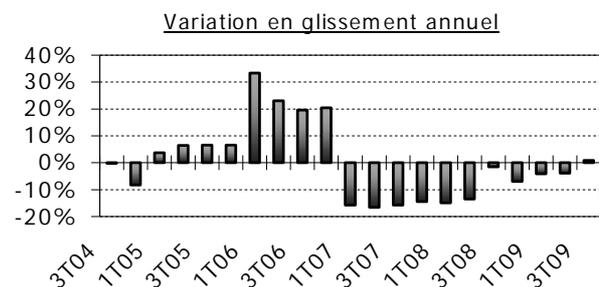
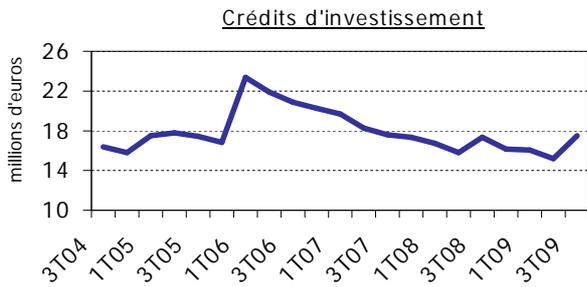


L'endettement des Collectivités locales

Encours de crédits sains



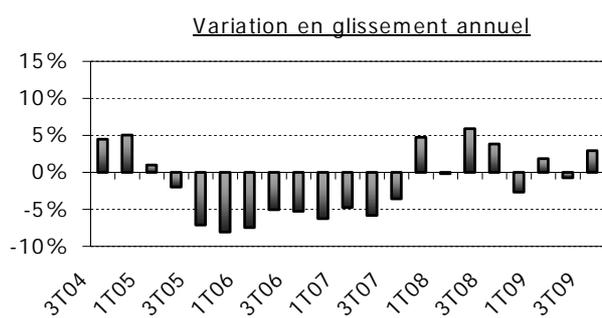
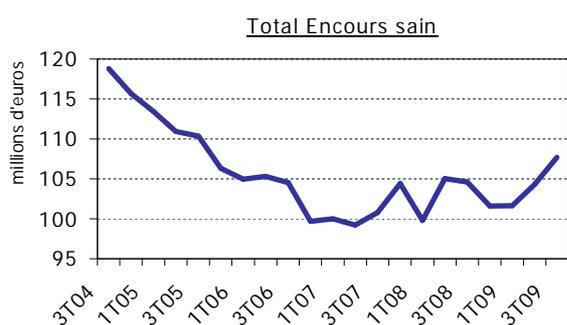
Crédits d'investissement



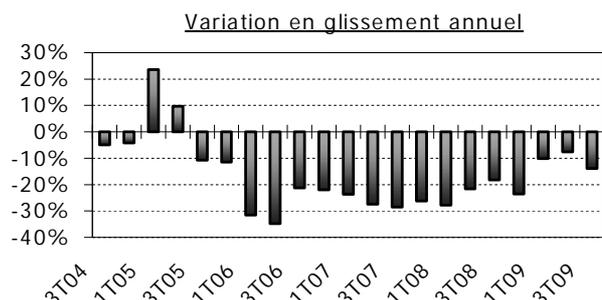
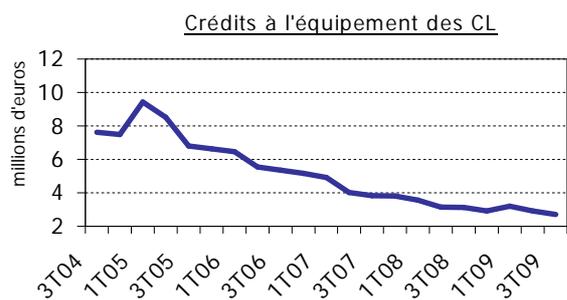
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Montants en millions d'euros	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	Variations	
										1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>	<b>28,960</b>	<b>31,852</b>	<b>28,781</b>	<b>33,030</b>	<b>31,994</b>	<b>28,674</b>	<b>29,700</b>	<b>28,106</b>	<b>28,456</b>	<b>-11,1%</b>	<b>1,2%</b>
Crédits d'exploitation	17,679	19,159	15,786	19,788	18,736	16,135	7,854	7,332	8,640	-53,9%	17,8%
Créances commerciales	2,335	4,364	0,359	2,470	3,059	3,271	0,029	0,026	0,006	-99,8%	-76,9%
Crédits de trésorerie	9,663	9,699	9,495	10,152	9,635	9,371	4,475	2,724	4,673	-51,5%	71,5%
dont entrepreneurs individuels	0,922	0,713	0,635	0,657	0,534	0,511	0,034	0,076	0,038	-92,9%	-50,0%
Comptes ordinaires débiteurs	5,681	5,096	5,932	7,166	6,042	3,493	3,350	4,582	3,961	-34,4%	-13,6%
Affacturage											
Crédits d'investissement	10,849	12,276	12,593	12,856	12,888	12,185	21,846	20,774	19,816	53,8%	-4,6%
Crédits à l'équipement	10,849	12,276	12,593	12,856	12,888	12,185	21,846	20,774	19,816	53,8%	-4,6%
dont entrepreneurs individuels	1,525	1,756	1,578	1,770	0,780	1,557	1,954	1,669	1,563	100,4%	-6,4%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat											
Autres crédits	0,432	0,417	0,402	0,386	0,370	0,354					
<b>Ménages</b>	<b>64,483</b>	<b>65,924</b>	<b>65,424</b>	<b>67,595</b>	<b>68,346</b>	<b>68,791</b>	<b>68,443</b>	<b>70,008</b>	<b>72,528</b>	<b>6,1%</b>	<b>3,6%</b>
Crédits à la consommation	8,358	8,656	8,695	9,355	9,903	9,869	10,833	11,463	12,698	28,2%	10,8%
Crédits de trésorerie	7,732	8,102	8,114	8,738	9,371	9,380	9,826	10,246	10,980	17,2%	7,2%
Comptes ordinaires débiteurs	0,558	0,487	0,516	0,553	0,469	0,427	0,946	1,156	1,659	253,7%	43,5%
Crédit-bail	0,068	0,067	0,065	0,064	0,063	0,062	0,061	0,061	0,059	-6,3%	-3,3%
Crédits à l'habitat	54,881	56,226	55,861	57,477	57,703	58,254	57,610	58,545	59,830	3,7%	2,2%
Autres crédits	1,244	1,042	0,868	0,763	0,740	0,668					
<b>Collectivités locales</b>	<b>6,673</b>	<b>6,225</b>	<b>5,074</b>	<b>3,352</b>	<b>3,799</b>	<b>3,521</b>	<b>3,195</b>	<b>2,964</b>	<b>2,698</b>	<b>-29,0%</b>	<b>-9,0%</b>
Crédits d'exploitation	2,842	2,413	1,519	0,200	0,666	0,608		0,053	0,001	-99,8%	-98,1%
Crédits de trésorerie	1,534	1,405	0,714		0,614	0,608					
Comptes ordinaires débiteurs	1,308	1,008	0,805	0,200	0,052			0,053	0,001	-98,1%	-98,1%
Crédits d'investissement	3,831	3,812	3,555	3,152	3,133	2,913	3,195	2,911	2,697	-13,9%	-7,4%
Crédits à l'équipement	3,831	3,812	3,555	3,152	3,133	2,913	3,195	2,911	2,697	-13,9%	-7,4%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat											
Autres crédits											
<b>Autres agents et CCB non ventilés</b>	<b>0,659</b>	<b>0,412</b>	<b>0,536</b>	<b>1,081</b>	<b>0,487</b>	<b>0,615</b>	<b>0,318</b>	<b>3,206</b>	<b>4,009</b>	<b>723,2%</b>	<b>25,0%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>100,775</b>	<b>104,413</b>	<b>99,815</b>	<b>105,058</b>	<b>104,626</b>	<b>101,601</b>	<b>101,656</b>	<b>104,284</b>	<b>107,691</b>	<b>2,9%</b>	<b>3,3%</b>
Créances douteuses brutes	17,926	17,113	17,518	14,978	15,624	15,899	14,705	13,533	13,493	-13,6%	-0,3%
Créances douteuses nettes	6,974	5,969	6,148	4,751	5,138	6,117	4,807	5,422	5,426	5,6%	0,1%
dont entreprises	6,249	5,162	5,210	3,025	3,656	5,444	4,286	4,561	4,055	10,9%	-11,1%
dont ménages	0,720	0,804	0,938	1,664	1,482	0,672	0,519	0,859	1,369	-7,6%	59,4%
Provisions	10,952	11,144	11,370	10,227	10,486	9,782	9,898	8,111	8,067	-23,1%	-0,5%
<b>Total encours brut</b>	<b>118,701</b>	<b>121,527</b>	<b>117,399</b>	<b>120,036</b>	<b>120,250</b>	<b>117,500</b>	<b>116,361</b>	<b>117,817</b>	<b>121,184</b>	<b>0,8%</b>	<b>2,9%</b>
Taux de créances douteuses	15,1%	14,1%	14,9%	12,5%	13,0%	13,5%	12,6%	11,5%	11,1%	-1,9	-0,4
Taux de provisionnement	61,1%	65,1%	64,9%	68,3%	67,1%	61,5%	67,3%	59,9%	59,8%	-7,3	-0,1

Encours total de crédits sains



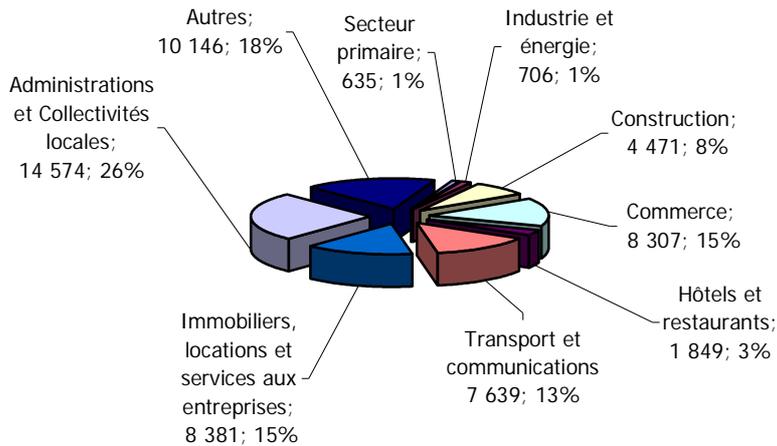
Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales



4. Les engagements bancaires

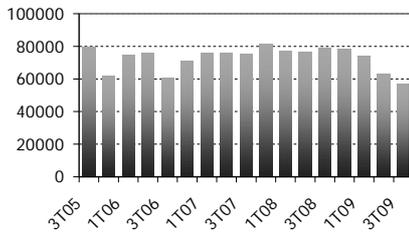
4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2009 (milliers d'euros et %)

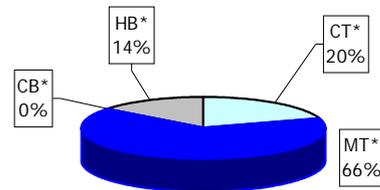


Evolution globale des risques déclarés au SCR

En milliers d'euros

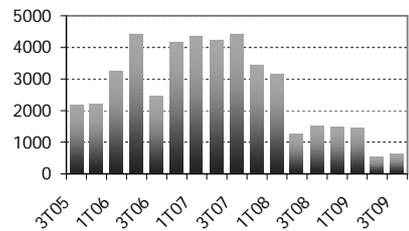


Structure (en %)

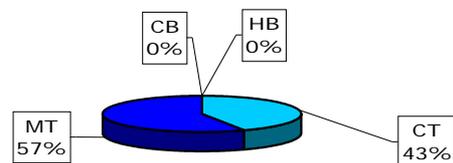


Secteur primaire

En milliers d'euros

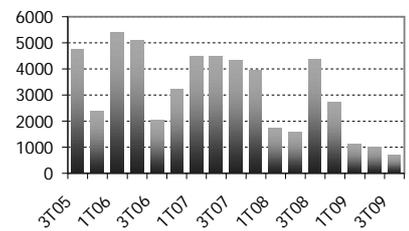


Structure (en %)

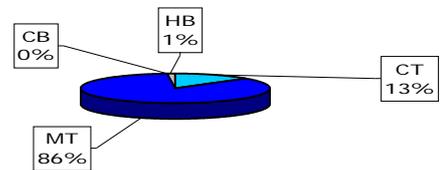


Industrie et énergie

En milliers d'euros

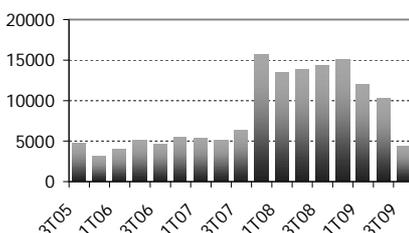


Structure (en %)

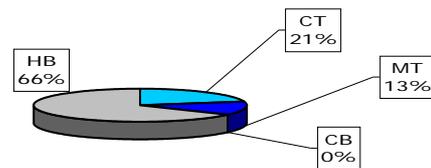


Construction

En milliers d'euros



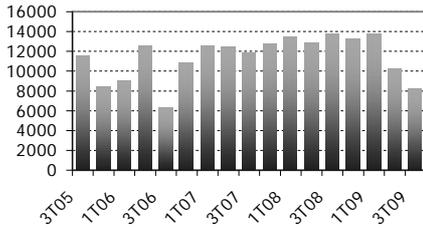
Structure (en %)



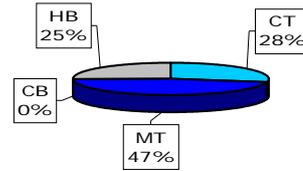
\* CT : Court Terme ; MT : Moyen Terme ; CB : Crédit Bail ; HB : Hors Bilan

Commerce

En milliers d'euros

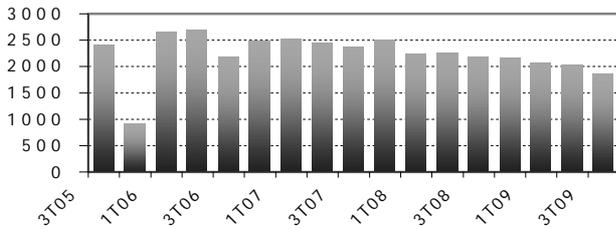


Structure (en %)

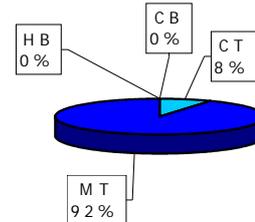


Hôtels et restaurants

En milliers d'euros

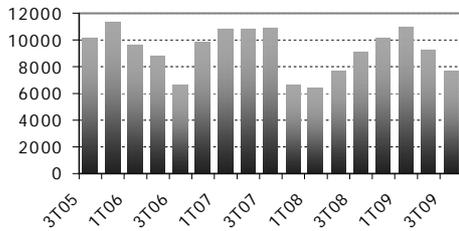


Structure (en %)

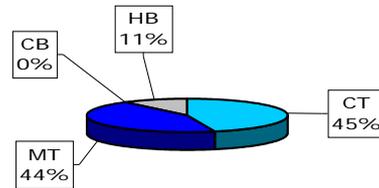


Transport et communication

En milliers d'euros

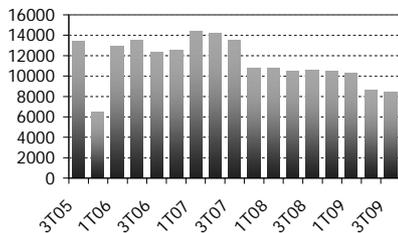


Structure (en %)

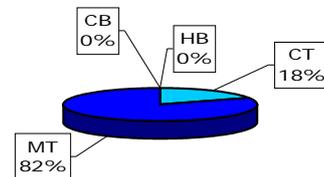


Immobiliers, locations et services aux entreprises

En milliers d'euros

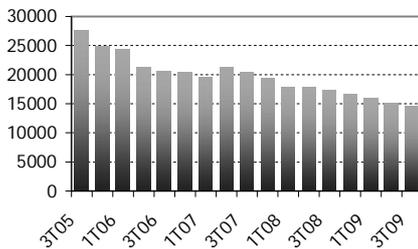


Structure (en %)

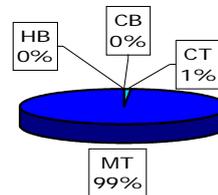


Administrations et Collectivités locales

En milliers d'euros

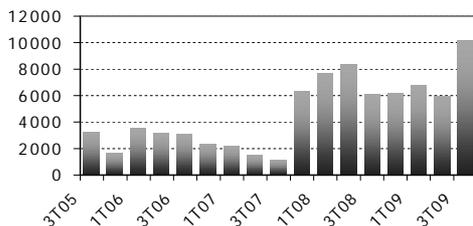


Structure (en %)

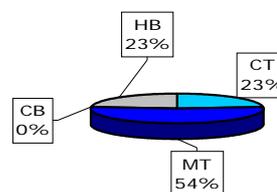


Autres secteurs d'activités

En milliers d'euros



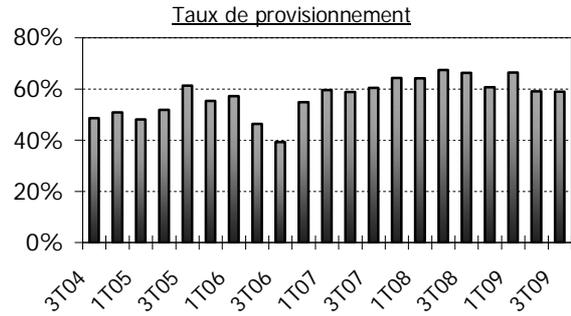
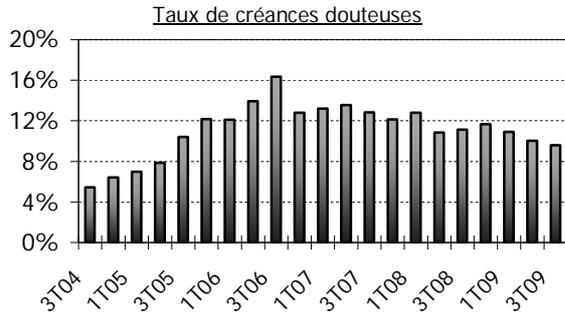
Structure (en %)



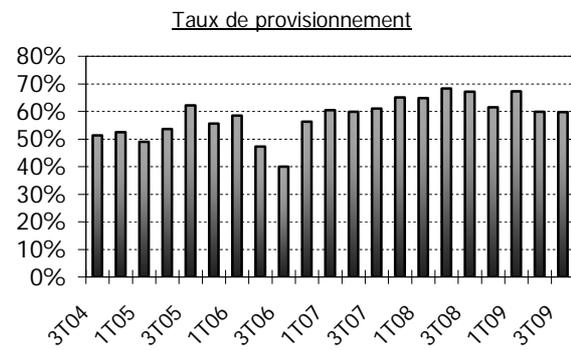
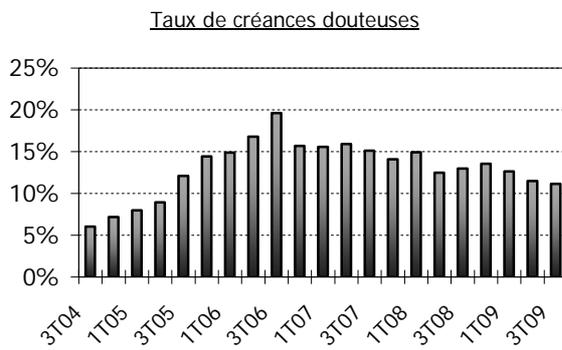
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

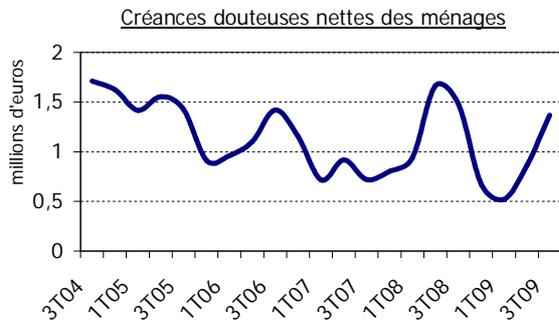


Etablissements de crédit locaux

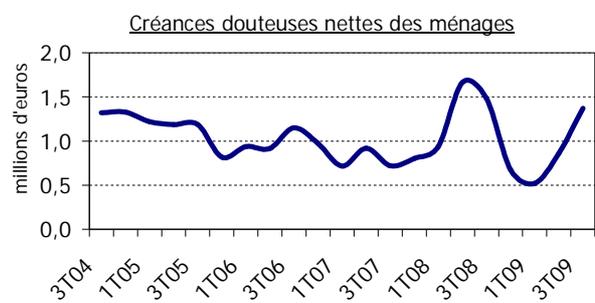


La vulnérabilité des ménages

Ensemble des établissements de crédit

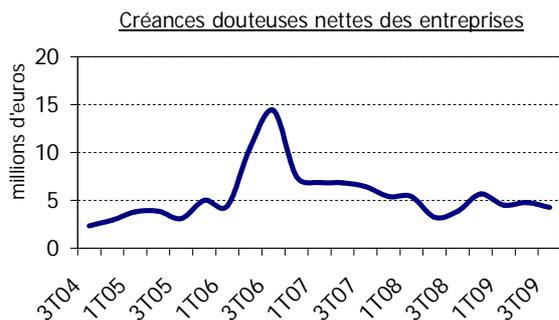


Etablissements de crédit locaux

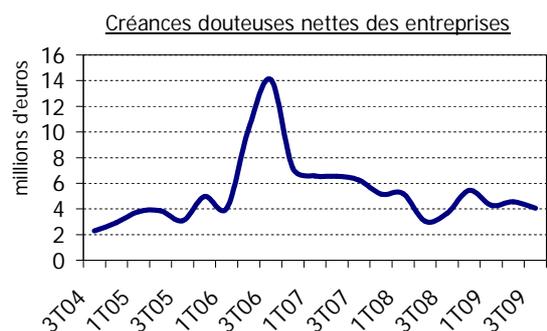


La vulnérabilité des entreprises

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



## 5. Rappel des taux

### 5.1 Taux réglementés

#### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/05/2009)	1,75%

#### TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1<sup>er</sup> août 2009)

Livrets A et bleu : 1,25%	LDD* : 1,25%	LEP : 1,75%	PEL** : 2,50%	CEL* : 0,75%
---------------------------	--------------	-------------	---------------	--------------

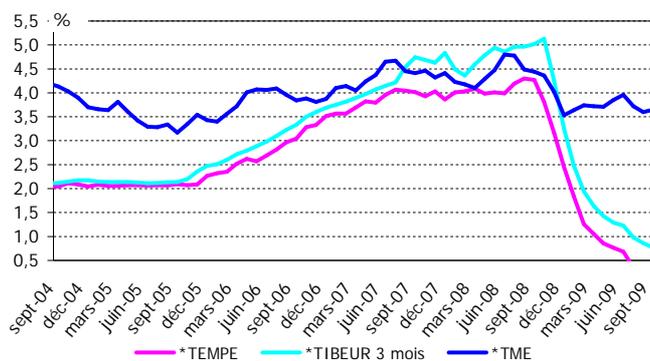
\*Livret de développement durable (ex CODEVI)

\*\*hors prime d'Etat

#### TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Année 2009 (J.O. du 11/02/09)	3,79%
Année 2008 (J.O. du 23/02/08)	3,99%

### 5.2 Principaux taux de marché



\*TEMPE : taux européen moyen pondéré en euro ; TIBEUR : taux interbancaire offert en euro

\*TME : Taux moyen des emprunts d'Etat sur 1 an

### 5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectifs moyens pratiqués au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2009 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 <sup>er</sup> octobre 2009
PARTICULIERS	<b>Prêts immobiliers</b>		
	- Prêts à taux fixe	5,04 %	6,72 %
	- Prêts à taux variable	4,59 %	6,12 %
	- Prêts relais	4,94 %	6,59 %
	<b>Autres prêts</b>		
- Prêts <= 1 524 € (*)	16,05 %	21,40 %	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	15,15 %	20,20 %	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	6,90 %	9,20 %	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	9,87 %	13,16 %
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

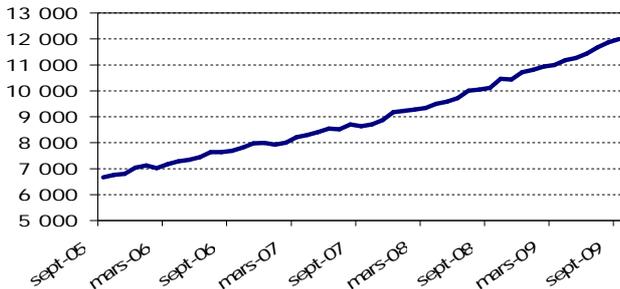
(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6. Monnaie fiduciaire

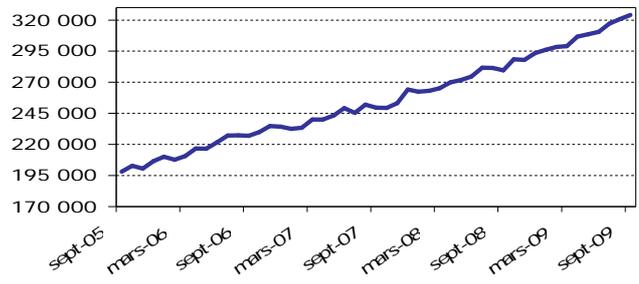
6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (\*)

En milliers d'euros

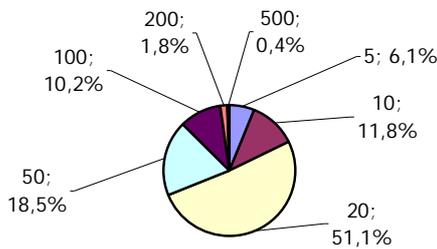


En unités

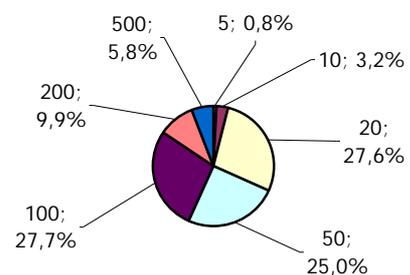


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de billets au 30 septembre 2009

Répartition en volume



Répartition en valeur

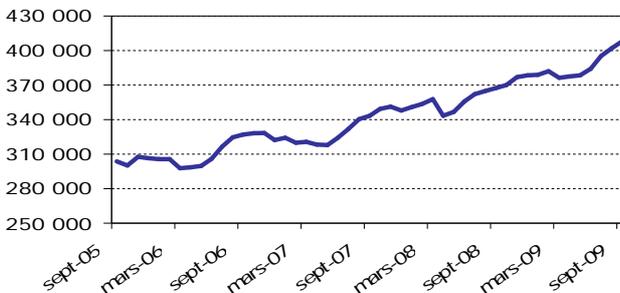


(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré-alimentation comprise.

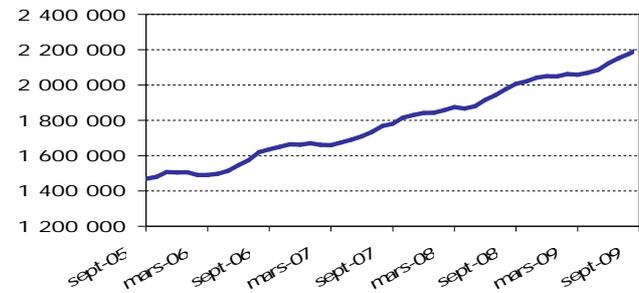
6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (\*)

En euros

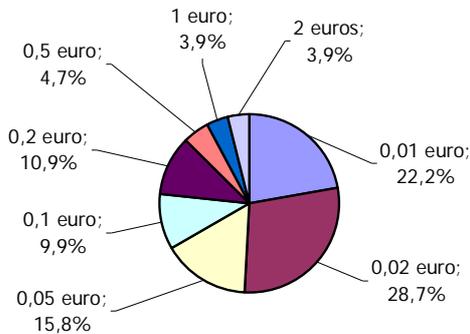


En unités

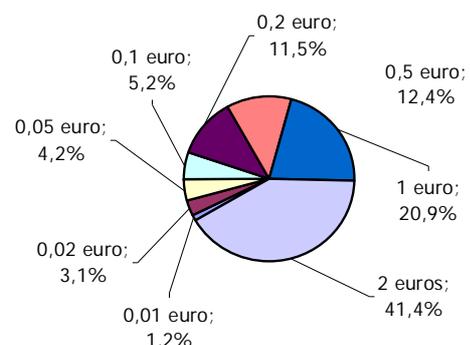


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces au 30 septembre 2009

Répartition en volume



Répartition en valeur



(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré-alimentation comprise.

**Liste des publications**

La Lettre de l'Institut d'émission  
Bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière et bancaire  
Suivi de la conjoncture économique  
Rapport annuel : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, Mayotte,  
Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy  
Rapport annuel du siège de l'IEDOM

*Ces publications sont disponibles en ligne sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)*

**Les Notes de l'Institut d'émission**

La filière banane à la Martinique (juillet 2005)  
Panorama de l'immobilier dans les DOM (décembre 2005)  
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM (décembre 2005)  
Les relations entre la Guyane et ses pays frontaliers (mai 2006)  
La grande distribution en Martinique (juillet 2006)  
L'énergie en Guyane (novembre 2006)  
L'énergie électrique dans les DCOM (décembre 2006)  
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005 (janvier 2007)  
Enquête typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM (juillet 2007)  
Evolutions statutaires et institutionnelles de l'outre-mer (septembre 2007)  
La formation du produit net bancaire dans les DOM (octobre 2007)  
Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional (décembre 2007)  
Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)  
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007)  
Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises en outre-mer ? (décembre 2007)  
La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)  
La filière des déchets en Guadeloupe (octobre 2008)  
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (décembre 2008)

*Ces publications sont disponibles en ligne sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr) (à partir de décembre 2006)*

**Les Notes expresses (dernières parutions)**

N° 56 Synthèse de l'année 2008 en Guadeloupe (mars 2009)  
N° 57 Synthèse de la conjoncture de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2008 (mars 2009)  
N° 58 La gestion des déchets à la Martinique (avril 2009)  
N° 59 Synthèse de l'année 2008 en Martinique (avril 2009)  
N° 60 Les crédits à l'économie guadeloupéenne : caractéristiques, évolution et gestion du risque (avril 2009)  
N° 61 Réduction de la commande publique en 2009 à la Réunion (juin 2009)  
N° 62 L'habitat à Saint-Pierre-et-Miquelon (novembre 2009)

*Ces publications sont disponibles en ligne sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)*

**Les publications CEROM (dernières parutions)**

Evaluation du PIB 2004 de Saint-Pierre-et-Miquelon, document de travail CEROM n° 4 (janvier 2007)  
Les entreprises de Martinique (juin 2007)  
Les comptes économiques de la Guyane en 2006 : premiers résultats (septembre 2007)  
Les comptes économiques de la Martinique en 2006 (septembre 2007)  
Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe (octobre 2007)  
Guyane, un développement sous contraintes (juin 2008)  
Les comptes économiques de la Martinique en 2007 (octobre 2008)  
Guyane-Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée (décembre 2008)

*Ces publications sont disponibles en ligne sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)*

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Mlle Hélène DESNOS

M. Fabrice DUFRESNE

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

Directeur de la publication : M. Yves BARROUX  
Responsable de la rédaction : M. Fabrice DUFRESNE  
Edition : IEDOM  
Dépôt légal : Décembre 2009 - ISSN 0296 - 3116

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

22, place du Général de Gaulle  
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

---